

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction B – Logistique
SERVICE DE LA PASSATION DES MARCHÉS
L-2929 LUXEMBOURG

APPEL D'OFFRES N° 06B30/2019/M028
Procédure ouverte : Achat de tenues de service et vêtements professionnels

2. CAHIER DES CHARGES – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

1. INTRODUCTION

Conformément aux dispositions du [règlement financier](#) (Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union), le Parlement européen a décidé d'engager la présente procédure d'appel d'offres en vue de la conclusion d'un contrat-cadre de fournitures portant sur les prestations suivantes:

Achat de tenues de service et vêtements professionnels.

Le marché aura une durée de 48 mois qui commencera à courir à compter probablement du 1er avril 2020.

Le marché sera divisé en **quatre lots** :

Lot 1 : fracs femmes et hommes

Lot 2 : uniformes femmes

Lot 3 : jeans et polos/chemises de travail

Lot 4 : chaussures de sécurité, blouses, salopettes et combinaisons de travail.

Pour une **estimation** quantitative détaillée du marché, veuillez-vous référer au bordereau de prix annexé au « Cahier d'engagement » qui contient les quantités annuelles estimatives à commander de chaque article.


Une description détaillée des fournitures et des services complémentaires à prester dans le cadre du marché est donnée dans les Spécifications techniques (ST) et dans le projet de contrat-cadre du présent cahier des charges.

Le Parlement européen se réserve le droit d'exercer l'option de recourir à une procédure négociée en application de l'article 11.1.f de l'Annexe I du règlement financier, pour confier à l'attributaire du marché l'exécution de nouvelles fournitures consistant dans la répétition de fournitures, à condition que ces dernières soient conformes au projet de base objet du présent appel d'offres.

Le présent Cahier des clauses administratives fait partie intégrante des documents de l'appel d'offres relatifs au marché en objet. Il est complété par l'annexe « Politique environnementale du Parlement européen » qui en fait partie intégrante.

2. CAPACITE JURIDIQUE ET DROIT D'ACCES AU MARCHE

La participation à la présente procédure d'appel d'offres est ouverte sous les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques relevant du domaine d'application des traités – notamment toutes les personnes et entités d'un État membre de l'Union européenne – et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics, dans les conditions prévues par cet accord.


 2	<p>Vous devez inclure dans le dossier électronique de votre offre sur la clé USB, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, une copie scannée d'un document permettant au Parlement européen de s'assurer de votre lieu d'établissement, des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, et la forme et capacité juridique pour pouvoir exécuter le marché : par exemple un extrait récent du registre du commerce ou une preuve d'établissement équivalente.</p> <p>Pour les personnes physiques, une copie scannée de la carte d'identité ou la carte de séjour attestant le pays de résidence suffit. Quant à la capacité juridique, vous devez fournir, par exemple, une copie scannée de l'inscription au registre TVA, l'immatriculation au registre de commerce ou des métiers, ou un autre document permettant de l'établir.</p> <p>En cas de soumission par un <u>mandataire d'un groupement (consortium)</u>, fournir la preuve de l'existence d'un mandat lui donnant pouvoir suffisant pour engager les entreprises pour le compte desquelles il agit.</p>
--	---

Si les preuves soumises s'avèrent insuffisantes pour obtenir l'assurance nécessaire, le Parlement européen pourra en réclamer d'autres.

3. CRITERES D'EXCLUSION

3.1 Un soumissionnaire est exclu de cette procédure ou de l'attribution du marché lorsqu'il se trouve dans l'une des situations prévues dans les articles 136 à 143 du Règlement financier. Le texte intégral des articles 136 à 143 du règlement financier, relatifs aux critères d'exclusion et à leur application, figure au Journal officiel de l'Union européenne L 193 du 30 juillet 2018.

3.2 Le soumissionnaire est invité à remplir le Cahier d'Engagement relatif aux critères d'exclusion.

	<p>En remplissant le « Cahier d'Engagement » sur support papier, vous devez signer une attestation sur l'honneur que vous ne vous trouvez pas dans un cas d'exclusion au sens des articles 136 à 143 du Règlement financier.</p> <p>En cas de groupement d'opérateurs économiques (consortium), vous devez inclure, <u>pour chaque membre du groupement ainsi que pour tous les sous-traitants, une attestation sur l'honneur dûment datée et signée, telle qu'elle figure dans le Cahier d'engagement.</u></p>
---	--

Il n'est pas nécessaire de fournir de documents justificatifs au moment de la transmission de votre offre.

3.3 Toutefois, à la fin de la procédure de passation de ce marché, le soumissionnaire à qui le marché sera attribué sous réserve fournira, dans un délai de dix jours calendrier à compter de la date de notification de l'attribution provisoire du marché et avant la signature du contrat par le Parlement européen, les **originaux des preuves suivantes**, pour lui-même et, le cas échéant, pour tous les membres du groupement:

a) la preuve qu'il ne se trouve dans aucune des situations d'exclusion visées à l'article 136, paragraphe 1;

- b) des informations sur les personnes physiques ou morales qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance du participant ou qui possèdent des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ce participant, y compris les personnes et entités faisant partie de la structure de propriété et de contrôle et des bénéficiaires effectifs, ainsi que la preuve qu'aucune de ces personnes ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion visées à l'article 136, paragraphe 1, points c) à f);
- c) la preuve que les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de ce participant ne se trouvent pas dans une situation d'exclusion visée à l'article 136, paragraphe 1, point a) ou b).

3.4 Lorsque les documents susvisés ont déjà été présentés dans le cadre d'une autre procédure de passation de marché du Parlement européen et qu'ils datent de moins d'un an et sont toujours valables, vous ne devez pas les fournir de nouveau. Dans ce cas, veuillez indiquer ce fait, et la référence de la procédure, dans le répertoire électronique mentionné ci-dessus.


4. CRITERES DE SELECTION

4.1 Afin de satisfaire aux critères de sélection, un soumissionnaire doit disposer des autorisations nécessaires, d'une capacité économique et financière suffisante, et d'une capacité technique et professionnelle ainsi d'une expérience suffisante dans le domaine du marché, pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue.

Pour satisfaire aux critères de sélection, les soumissionnaires peuvent faire valoir les capacités de tiers, y compris de sous-traitants ou, le cas échéant, des membres du groupement d'opérateurs économiques (consortium).

4.2 Autorisations et agrégations

Le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des autorisations administratives nécessaires pour exercer l'activité qui fait l'objet du marché selon le droit national respectif.

 4.2	<ul style="list-style-type: none"> Vous devez inclure dans le dossier électronique de votre offre sur la clé USB, dans le <u>répertoire indiqué ci-contre</u>, des copies scannées des pièces justificatives pertinentes, pour le soumissionnaire et, le cas échéant pour tous les membres du groupement. Le Parlement européen accepte comme pièces justificatives un extrait du registre professionnel ou du registre de commerce. Si aucun de ces documents n'apporte la preuve requise pour justifier et évaluer l'existence d'une telle autorisation, le Parlement européen pourra accepter d'autres documents officiels équivalents fournis par le soumissionnaire.
--	---


4.3 Capacité économique et financière

Votre capacité financière et économique sera évaluée selon les critères suivants :

- **Excédent brut d'exploitation (EBITDA)** dans deux derniers exercices clos ;
- **chiffre d'affaires annuel moyen** dans le domaine spécifique **de 50.000 EUR (Lot 1), 115.000 EUR (Lot 2), 105.000 EUR (Lot 3) et 130.000 EUR (Lot 4)** réalisé dans le domaine dont relève le marché à attribuer, au cours des deux derniers exercices clos. En cas

de soumission pour plusieurs lots, les chiffres d'affaires sont cumulés. Néanmoins, si une firme soumissionne pour le lot 1 et le lot 2, le chiffre d'affaire global annuel minimum est de **140.000 EUR réalisé au cours des deux derniers exercices clos dans tous les deux domaines concernés**. Si une firme soumissionne pour tous les quatre lots concernés, le chiffre d'affaires annuel global minimum est de **330.000 EUR, réalisé au cours des deux derniers exercices clos dans tous les domaines concernés**.

Nonobstant les critères énoncés ci-dessus, le Parlement européen se réserve le droit d'évaluer la capacité effective des soumissionnaires à faire face à l'exécution du marché compte tenu de sa nature, de son ampleur et des risques y afférents, de demander toute autre preuve jugée nécessaire pour évaluer cette capacité effective, et le cas échéant de ne pas sélectionner un soumissionnaire par décision motivée, sans que ce dernier ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

 <p>4.3</p>	<p>Vous devez inclure dans le dossier électronique de votre offre sur la clé USB, dans le répertoire indiqué ci-contre, des fiches électroniques et des copies scannées des documents permettant au Parlement européen d'évaluer votre capacité financière et économique, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fiche de renseignements financiers figurant dans le répertoire 4.3 de « doc.zip » portant sur les deux derniers exercices clos (Annexe 2 au présent Cahier), • une copie de vos comptes annuels publiés dans le rapport annuel et audités ou, faute de cette obligation, certifiés sincères et véritables par un représentant du soumissionnaire, des deux derniers exercices clos au minimum, • la preuve d'une assurance responsabilité civile et risques professionnels en cours de validité.
--	---

En cas de soumission par **le mandataire d'un consortium**, celui-ci devra également soumettre les documents mentionnés ci-dessus (voir ci-dessus 4.3).

Lorsque les documents susvisés ont déjà été présentés dans le cadre d'une autre procédure de passation de marché du Parlement européen et qu'ils datent de moins d'un an et sont toujours valables (se rapportent toujours à la dernière clôture comptable), vous ne devez pas les fournir de nouveau. Dans ce cas, veuillez indiquer ce fait, et la référence de la procédure, dans le répertoire électronique mentionné ci-dessus.

Si vous n'êtes pas en mesure de produire les références demandées, vous pouvez prouver votre capacité économique et financière par tout autre moyen équivalent et jugé approprié et suffisant par le Parlement européen.

Vous pouvez faire valoir les capacités financières et économiques d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre vous et ces entités. Vous devez dans ce cas prouver au Parlement européen que vous disposerez des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par l'assurance de l'engagement de ces entités à les mettre à votre disposition, avec une description concrète des modalités de cette mise à disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières et économiques de celui-ci.

4.4 Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue.

En particulier, en ce qui concerne le Lot 1 et le Lot 2 du présent marché, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des capacités :


- à fournir des vêtements adaptés si nécessaire par des retouches réalisées par le futur contractant à la physionomie (la taille) du personnel du Parlement européen ;
- à fournir rapidement les vêtements finis (retouches comprises), étant précisé que le délai maximum ne pourra dépasser 8 (huit) semaines à compter de la signature du bon de commande ;
- à pouvoir se déplacer sur les trois sites du Parlement européen (Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg).


Le soumissionnaire peut prouver ces capacités par tous moyens, p.ex. description détaillée prévue dans le tableau ci-dessous.

Le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles suivantes :

- **une expérience de minimum trois ans** pour tout soumissionnaire dans des fournitures / livraisons similaires à celles requises dans le marché en question, exécutées au cours des trois dernières années (2016, 2017, 2018) ;
- **une organisation adéquate**, concernant la gestion des commandes et la logistique, ainsi que les « visites du contractant », les retouches nécessaires et les échanges des articles, conformément aux sections III et IV des Spécifications techniques du présent Cahier des charges.

Nonobstant les critères énoncés ci-dessus, le Parlement européen se réserve le droit d'évaluer la capacité effective des soumissionnaires à faire face à l'exécution du marché compte tenu de sa nature, de son ampleur et des risques y afférents, de demander toute autre preuve jugée nécessaire pour évaluer cette capacité effective, et le cas échéant de ne pas sélectionner un soumissionnaire par décision motivée, sans que ce dernier ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

 4.4	<p>Vous devez inclure dans le dossier électronique de votre offre sur la clé USB, dans le répertoire indiqué ci-contre, des documents électroniques et des copies scannées des documents permettant au Parlement européen d'évaluer votre capacité technique et professionnelle, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">○ une liste détaillée des principales fournitures/livraisons similaires et comparables effectuées au cours des trois dernières années (2016, 2017, 2018), indiquant leur montant, leur volume, leur date et leur destinataire, public ou privé. En cas de fournitures/livraisons destinées à une Institution européenne, vous devez en fournir la justification sous la forme de certificats émis ou contresignés par l'autorité compétente ;
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> ○ une description détaillée de l'équipement technique et des moyens (p.ex. matériel, organisation et logistique) dont vous disposez pour exécuter le marché selon les contraintes de quantité, de qualité et de temps, ainsi que pour assurer la qualité adéquate des prestations conformément aux exigences du Cahier des charges, en particulier en ce qui concerne – le cas échéant – le Lot 1 et le Lot 2.
	<p>Pour prouver votre capacité technique et professionnelle, ainsi que aux fins de l'évaluation de votre offre, veuillez inclure dans le dossier physique les échantillons des articles à fournir pour les lots respectifs, conformément au point V des Spécifications techniques. Veuillez vous assurer que tous les échantillons exigés dans ledit point pour les lots respectifs ont bien été inclus.</p>

En cas de soumission par **le mandataire d'un consortium**, celui-ci devra également soumettre les documents mentionnés ci-dessus (point 4.4).

Vous pouvez faire valoir les capacités techniques et professionnelles d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre vous-même et ces entités. Vous devez dans ce cas prouver au Parlement européen que vous disposerez des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par l'assurance de l'engagement de ces entités à les mettre à votre disposition, avec une description concrète des modalités de cette mise à disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités techniques et professionnelles de celui-ci.

Si vous n'êtes pas en mesure de produire les références demandées, vous pouvez prouver votre capacité technique et professionnelle par tout autre moyen équivalent et jugé approprié et suffisant par le Parlement européen.

Dans le cas où, à la lumière des informations fournies, le Parlement européen aurait des doutes quant à la capacité réelle du soumissionnaire, il pourra éliminer l'offre de l'évaluation sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.


5. L'OFFRE




5.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée.

Veuillez noter que :

- les fournisseurs de tissus et d'articles de couture ne sont pas considérés comme sous-traitants ;
- pour le lot 1, les fournisseurs de vestes frac homme/femme, pantalons frac homme/femme, jupes ou gilets semi-finis ou finis sont considérés comme sous-traitants ;
- pour le lot 2, les fournisseurs de vestes, pantalons ou jupes semi-finis ou finis sont considérés comme sous-traitants

	<p>Si vous souhaitez avoir recours à la sous-traitance, vous devez remplir et signer la déclaration sur support papier concernant la sous-traitance qui figure dans le « Cahier d'engagement ».</p> <p>En outre, chacun des sous-traitants proposés devra remplir et signer sur papier la déclaration confirmant son engagement et attestant qu'il ne se trouve pas dans une situation d'exclusion. Cette déclaration figure également dans le « Cahier d'engagement ».</p>
---	---

 4.3	La capacité économique et financière sera évaluée conjointement pour le soumissionnaire et ses sous-traitants. Si vous estimez opportun de faire valoir la capacité du sous-traitant, vous êtes invités à inclure les preuves énumérées sous le point 4.3.
 4.4	La capacité technique et professionnelle sera évaluée conjointement pour le soumissionnaire et ses sous-traitants. Si vous estimez opportun de faire valoir la capacité du sous-traitant, en particulier dans le cas où vous ne disposeriez pas vous-mêmes des capacités pour certaines tâches sous-traitées, vous êtes invités à inclure pour ces sous-traitants les preuves énumérées sous le point 4.4.
 5.1	Dans le répertoire ci-contre, vous devez décrire comment vous entendez organiser la sous-traitance (plan de sous-traitance), notamment dans l'optique de l'assurance-qualité dans l'exécution du contrat. Si vous avez signé une convention de sous-traitance plus détaillée, ajoutez-la également dans ce répertoire.

L'offre doit détailler, dans la mesure du possible, la part du marché que le soumissionnaire entend sous-traiter et l'identité des sous-traitants. Pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du contrat, le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des soumissionnaires qu'ils fournissent des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis. Les soumissionnaires sont informés que les sous-traitants proposés ne peuvent pas être dans une des situations décrites dans les articles 136 à 141 du règlement financier donnant lieu à l'exclusion à la participation d'un marché de l'Union européenne.

Si la sous-traitance représente une part importante du marché, le Parlement européen pourra s'assurer que les sous-traitants envisagés satisfont aux critères de sélection applicables.





Le Parlement européen a le droit de rejeter tout sous-traitant ne satisfaisant pas aux critères d'exclusion ou de sélection.

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. L'ordonnateur compétent se réserve le droit d'accepter ou non le sous-traitant proposé. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européen sera toujours accordée par écrit.

L'attribution du marché à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

5.2 Groupements d'opérateurs économiques (consortia)

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner lorsque ceux-ci fournissent un mandat donnant pouvoir suffisant pour engager les entreprises pour le compte desquelles ils agissent. Il peut s'agir d'une entité avec ou sans personnalité juridique : d'une association momentanée, d'un accord sous seing privé ou de toute autre forme de coopération appropriée. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête, avant la signature du contrat, une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché.

 2	<p>Si vous soumissionnez en tant que groupement d'opérateurs économiques (consortium), vous devez inclure sur la clé USB, <u>dans le répertoire ci-contre</u>, une copie scannée du mandat, de l'acte d'association ou le document équivalent, précisant le statut juridique du groupement, et identifiant un mandataire commun pouvant représenter les membres et ayant le droit de facturation au nom des membres.</p>
  2 3 4.2 4.3 4.4	<p>Les preuves documentaires requises sous les points 2, 3 et 4 du présent Cahier des clauses administratives doivent être fournies pour chacun des membres du groupement.</p> <p>En outre, concernant la capacité financière et économique, vous devez inclure une fiche consolidée du groupement (répertoire électronique 4.3) dans la mesure où les circonstances (dates respectives de clôture des comptes) le permettent.</p> <p>Le groupement doit disposer conjointement des autorisations nécessaires et d'une capacité technique et professionnelle suffisante. Ainsi, les preuves correspondantes (répertoires électroniques 4.2 et 4.4) devront être fournies pour chacun des membres en rapport avec sa participation au marché et aux tâches qu'il est censé exécuter.</p>
 5.2	<p>Dans le répertoire ci-contre, vous devez préciser le rôle et les compétences de chaque membre du groupement (plan de répartition des tâches) ainsi que les modalités pratiques d'exécution du contrat, la coordination des tâches et la gestion de la qualité.</p>

5.3 Variantes - Options

Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées. Par conséquent, votre offre devra répondre aux exigences décrites dans les Spécifications techniques du Cahier des charges.

Aucune option n'est prévue.

5.4 Garanties financières

Garantie de soumission

Une garantie de soumission n'est pas exigée.


Garantie de préfinancement

Aucun préfinancement n'est prévu pour ce marché, et aucune garantie ne sera nécessaire.

Garantie de bonne fin

Une garantie de bonne fin n'est pas exigée.


5.5 Prix

	<p>Afin de préciser le prix de votre offre, vous devez remplir le bordereau de prix annexé au « Cahier d'engagement » sur support papier.</p>
---	---

5.5.1 Les prix sont révisables selon les dispositions du contrat dont le projet fait partie des documents d'appel d'offres.

5.5.2 En application de l'article 3 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise hors TVA et autres taxes équivalentes. L'offre de prix doit être forfaitaire, tout compris et exprimée en euros, même pour les pays qui ne font pas partie de la zone euro. Pour les soumissionnaires de ces derniers pays, le montant de l'offre ne pourra pas être révisé en fonction de l'évolution du taux de change. Le choix du taux de change appartient au soumissionnaire, qui accepte les risques ou les bénéfices de toute variation du taux.

6. CRITERES D'ATTRIBUTION

 6	<p>Veuillez insérer la description technique de votre offre sur la clé USB dans les répertoires ci-contre (« partie technique »). Par exemple, les démarches permettant d'assurer la qualité ou les filières responsables d'approvisionnement devront être décrites. Cela constituera l'offre proprement dite, qui devra préciser la prestation qui fait l'objet de cet appel d'offres et de votre offre.</p> <p>La description doit permettre au Parlement européen de s'assurer de la conformité avec toutes les exigences du cahier des charges.</p>
--	---

6.1 Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse parmi les offres recevables et conformes au cahier des charges. La comparaison des offres sera effectuée sur base des critères suivants et l'offre retenue par le Parlement européen sera celle, parmi les offres recevables et conformes au cahier des charges, ayant le **ratio Q/P plus élevé**.

6.2 Chaque offre répondant aux exigences minimales techniques recevra d'office 50 points sur 100. Les offres apportant de la qualité dépassant les minima pourra obtenir jusqu'à 100 points qualitatifs. Le score qualitatif de chaque produit sera pondéré en fonction de son importance relative. Pour chaque lot, le score final sera divisé par le prix de l'offre en euros, ce qui générera le ratio qualité/prix.

Prix : 50%,
Qualité : 50%

6.3 LOT 1 – FRACS FEMMES ET HOMMES

Le marché sera attribué à l'offre présentant le **meilleur rapport entre le prix et la qualité**.

Pour déterminer quelle est l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, les offres seront évaluées sur la base des critères suivants :

La **pondération relative** entre le prix et la qualité est de 50 (prix) et 50 (qualité).

Un maximum de 50 points sera ventilé sur les critères « qualité » :

Critère 1 - qualité du textile (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les aspects : toucher de la matière, « froissabilité », solidité et couleur,...

Critère 2 - finitions (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les détails : boutons, revers, coutures (intérieures/poches /pochettes), doublures, pli, etc.

Critère 3 - qualité perçue et fonctionnelle (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la souplesse, légèreté, porté agréable,...

Critère 4 - esthétique (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la coupe, du modèle (moderne ou dépassée).

Critère 5 - filière responsable d'approvisionnement (10 points) ^[1]

Pour ce critère, un maximum de 10 points sera ventilé de la façon suivante :

- Origine certifiée de la laine/coton/soie (3 points)

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction de la certification d'origine de la fibre assurant qu'elle est produite selon les standards écologiques (biologique, IPM, consommation d'eau selon ISO 6006), qu'une rémunération équitable est assurée aux producteurs, voire qu'elle provient directement d'un pays de l'Union européenne. En cas de teneur partielle en fibre responsable, la valeur ajoutée sera évaluée proportionnellement.

- Production du tissu (3 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, non-utilisation de produits nocifs, rémunération équitable) voire de la provenance d'un pays de l'Union européenne.

- Confection du vêtement (4 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, rémunération équitable), de la provenance d'un pays de l'Union européenne ou des mesures particulières d'insertion sociale (notamment emploi de personnes handicapées ou défavorisées).

Pour l'évaluation du critère "filière responsable d'approvisionnement" le soumissionnaire doit fournir l'ensemble des certificats, fiches techniques et attestations, provenant d'organismes agréés ou reconnus en Union européenne, et une identification précise des producteurs, permettant d'établir la réalité de la filière déclarée. Les soumissionnaires sont encouragés à proposer des filières d'approvisionnement courtes et à privilégier la provenance européenne.

^[1] Le soumissionnaire qui propose dans son offre une filière responsable d'approvisionnement devra, s'il devient contractant, en cas de rupture d'approvisionnement en cours de contrat, proposer une solution au moins équivalente. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les conséquences de fausses déclarations dans le cadre des marchés publics (article 141 paragraphe 1 premier alinéa point b) du règlement financier ci-avant).

Chacun des vêtements énumérés dans les spécifications techniques sera évalué selon les exigences minimales y listées, sur base de l'échantillon et des certificats, attestations et descriptifs fournis. Si l'ensemble des vêtements sont conformes aux exigences, ils seront évalués individuellement selon les critères ci-dessus, et obtiendront entre 0 et 50 pour les critères qualitatifs (valeur ajoutée).

La note globale de l'offre sera obtenue par la pondération relative des notes individuelles, correspondant à l'importance financière relative de chaque produit, comme suit :

- veste de frac 30 %
- gilet 20 %
- pantalon 20 %
- jupe 20 %
- chemisier 10 %

Ainsi, chaque offre admissible et entièrement conforme aux spécifications techniques aura une note globale au titre des critères qualitatifs entre 0 et 50.

Pour calculer le rapport pondéré entre la qualité et le prix (« value for money »), il sera procédé comme suit :

La note globale (valeur ajoutée) de l'offre sera additionnée à un score de 50 points, qui correspond à la valeur d'une offre strictement conforme au cahier des charges, pour déterminer la **valeur qualitative de l'offre** qui sera entre 50 et 100 points.

La valeur qualitative de l'offre sera ensuite divisée par le prix de l'offre en EUR hors TVA (case « Total général » du bordereau de prix), pour obtenir le rapport entre la qualité et le prix.

$$\Sigma Q/P = \frac{50 + (Q_{veste} * 0.30 + Q_{gilet} * 0.20 + Q_{pant} * 0.20 + Q_{jupe} * 0.20 + Q_{chem} * 0.10)}{P}$$

Si le Parlement européen décide d'attribuer le marché, celui-ci sera attribué à l'offre avec le **rapport entre la qualité et le prix ($\Sigma Q/P$) le plus élevé.**

6.4 LOT 2 – UNIFORMES FEMMES

Le marché sera attribué à l'offre présentant le **meilleur rapport entre le prix et la qualité.**

Pour déterminer quelle est l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, les offres seront évaluées sur la base des critères suivants :

La **pondération relative** entre le prix et la qualité est de 50 (prix) et 50 (qualité).

Un maximum de 50 points sera ventilé sur les critères « qualité ».

Critère 1 - qualité du textile (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les aspects : toucher de la matière, « froissabilité », solidité et couleur,...

Critère 2 - finitions (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les détails : boutons, revers, coutures (intérieures/poches /pochettes), doublures, pli, etc.

Critère 3 - qualité perçue et fonctionnelle (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la souplesse, légèreté, porté agréable,...

Critère 4 - esthétique (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la coupe, du modèle (moderne ou dépassée).

Critère 5 - filière responsable d'approvisionnement (10 points) ^[1]

Pour ce critère, un maximum de 10 points sera ventilé de la façon suivante :

- Origine certifiée de la laine/coton/soie (3 points)

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction de la certification d'origine de la fibre assurant qu'elle est produite selon les standards écologiques (biologique, IPM, consommation d'eau selon ISO 6006), qu'une rémunération équitable est assurée aux producteurs, voire qu'elle provient directement d'un pays de l'Union européenne. En cas de teneur partielle en fibre responsable, la valeur ajoutée sera évaluée proportionnellement.

- Production du tissu (3 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, non-utilisation de produits nocifs, rémunération équitable) voire de la provenance d'un pays de l'Union européenne.

- Confection du vêtement (4 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, rémunération équitable), de la provenance d'un pays de l'Union européenne ou des mesures particulières d'insertion sociale (notamment emploi de personnes handicapées ou défavorisées).

Pour l'évaluation du critère "filière responsable d'approvisionnement" le soumissionnaire doit fournir l'ensemble des certificats, fiches techniques et attestations, provenant d'organismes agréés ou reconnus en Union européenne, et une identification précise des producteurs, permettant d'établir la réalité de la filière déclarée. Les soumissionnaires sont encouragés à proposer des filières d'approvisionnement courtes et à privilégier la provenance européenne.

^[1] Le soumissionnaire qui propose dans son offre une filière responsable d'approvisionnement devra, s'il devient contractant, en cas de rupture d'approvisionnement en cours de contrat, proposer une solution au moins équivalente. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les conséquences de fausses déclarations dans le cadre des marchés publics (article 141 paragraphe 1 premier alinéa point b) du règlement financier ci-avant).

Chacun des vêtements énumérés dans les spécifications techniques sera évalué selon les exigences minimales y listées, sur base de l'échantillon et des certificats, attestations et descriptifs fournis. Si l'ensemble des vêtements sont conformes aux exigences, ils seront évalués individuellement selon les critères ci-dessus, et obtiendront entre 0 et 50 pour les critères qualitatifs (valeur ajoutée).

La note globale de l'offre sera obtenue par la pondération relative des notes individuelles, correspondant à l'importance financière relative de chaque produit, comme suit :

- veste d'uniforme 40%
- pantalon 25%
- jupe 25%
- foulard 10%

Ainsi, chaque offre admissible et entièrement conforme aux spécifications techniques aura une note globale au titre des critères qualitatifs entre 0 et 50.

Pour calculer le rapport pondéré entre la qualité et le prix (« value for money »), il sera procédé comme suit :

La note globale (valeur ajoutée) de l'offre sera additionnée à un score de 50 points, qui correspond à la valeur d'une offre strictement conforme au cahier des charges, pour déterminer la **valeur qualitative de l'offre** qui sera entre 50 et 100 points.

La valeur qualitative de l'offre sera ensuite divisée par le prix de l'offre en EUR hors TVA (case « Total général » du bordereau de prix), pour obtenir le rapport entre la qualité et le prix.

$$\Sigma Q/P = \frac{50 + (Q_{veste} * 0.40 + Q_{pant} * 0.25 + Q_{jupe} * 0.25 + Q_{foulard} * 0.10)}{P}$$

Si le Parlement européen décide d'attribuer le marché, celui-ci sera attribué à l'offre avec **le rapport entre la qualité et le prix ($\Sigma Q/P$) le plus élevé.**

6.5 LOT 3 – JEANS ET POLOS/CHEMISES DE TRAVAIL

Le marché sera attribué à l'offre présentant le **meilleur rapport entre le prix et la qualité.**

Pour déterminer quelle est l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, les offres seront évaluées sur la base des critères suivants :

La **pondération relative** entre le prix et la qualité est de 50 (prix) et 50 (qualité).

Un maximum de 50 points sera ventilé sur les critères « qualité ».

Critère 1 - qualité du textile (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les aspects : toucher de la matière, « froissabilité », solidité et couleur,...

Critère 2 - finitions (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les détails : boutons, revers, coutures (intérieures/poches /pochettes), doublures, pli, etc.

Critère 3 - qualité perçue et fonctionnelle (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la souplesse, légèreté, porté agréable,...

Critère 4 - esthétique (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la coupe, du modèle (moderne ou dépassée).

Critère 5 - filière responsable d'approvisionnement (10 points) ^[1]

Pour ce critère, un maximum de 10 points sera ventilé de la façon suivante :

- Origine certifiée de la laine/coton/soie (3 points)

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction de la certification d'origine de la fibre assurant qu'elle est produite selon les standards écologiques (biologique : certification GOTS, IPM, consommation d'eau selon ISO 6006), qu'une rémunération équitable est assurée aux producteurs, voire qu'elle provient directement d'un pays de l'Union européenne. En cas de teneur partielle en fibre responsable, la valeur ajoutée sera évaluée proportionnellement.

- Production du tissu (3 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, non-utilisation de produits nocifs, rémunération équitable) voire de la provenance d'un pays de l'Union européenne.

- Confection du vêtement (4 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, rémunération équitable), de la provenance d'un pays de l'Union européenne ou des mesures particulières d'insertion sociale (notamment emploi de personnes handicapées ou défavorisées).

Pour l'évaluation du critère "filière responsable d'approvisionnement" le soumissionnaire doit fournir l'ensemble des certificats, fiches techniques et attestations, provenant d'organismes agréés ou reconnus en Union européenne, et une identification précise des producteurs, permettant d'établir la réalité de la filière déclarée. Les soumissionnaires sont encouragés à proposer des filières d'approvisionnement courtes et à privilégier la provenance européenne.

Chacun des vêtements énumérés dans les spécifications techniques sera évalué selon les exigences minimales y listées, sur base de l'échantillon et des certificats, attestations et

^[1] Le soumissionnaire qui propose dans son offre une filière responsable d'approvisionnement devra, s'il devient contractant, en cas de rupture d'approvisionnement en cours de contrat, proposer une solution au moins équivalente. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les conséquences de fausses déclarations dans le cadre des marchés publics (article 141 paragraphe 1 premier alinéa point b) du règlement financier ci-avant).

descriptifs fournis. Si l'ensemble des vêtements sont conformes aux exigences, ils seront évalués individuellement selon les critères ci-dessus, et obtiendront entre 0 et 50 pour les critères qualitatifs (valeur ajoutée).

La note globale de l'offre sera obtenue par la pondération relative des notes individuelles, correspondant à l'importance financière relative de chaque produit, comme suit :

- jeans 40 %
- polos 30 %
- chemise 30 %

Ainsi, chaque offre admissible et entièrement conforme aux spécifications techniques aura une note globale au titre des critères qualitatifs entre 0 et 50.

Pour calculer le rapport pondéré entre la qualité et le prix (« value for money »), il sera procédé comme suit :

La note globale (valeur ajoutée) de l'offre sera additionnée à un score de 50 points, qui correspond à la valeur d'une offre strictement conforme au cahier des charges, pour déterminer la **valeur qualitative de l'offre** qui sera entre 50 et 100 points.

La valeur qualitative de l'offre sera ensuite divisée par le prix de l'offre en EUR hors TVA (case « Total général » du bordereau de prix), pour obtenir le rapport entre la qualité et le prix.

$$\Sigma Q/P = \frac{50 + (Q_{jeans} * 0.4 + Q_{polos} * 0.3 + Q_{chem} * 0.3)}{P}$$

Si le Parlement européen décide d'attribuer le marché, celui-ci sera attribué à l'offre avec le **rapport entre la qualité et le prix ($\Sigma Q/P$) le plus élevé.**

6.6 LOT 4 – CHAUSSURES DE SÉCURITÉ, BLOUSES, SALOPETTES ET COMBINAISONS DE TRAVAIL

Le marché sera attribué à l'offre présentant le **meilleur rapport entre le prix et la qualité.**

Pour déterminer quelle est l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, les offres seront évaluées sur la base des critères suivants :

La **pondération relative** entre le prix et la qualité est de 50 (prix) et 50 (qualité).

Un maximum de 50 points sera ventilé sur les critères « qualité ».

Critère 1 - qualité du textile (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les aspects : toucher de la matière, « froissabilité », solidité et couleur,...

Critère 2 - finitions (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les détails : boutons, revers, coutures (intérieures/poches /pochettes), doublures, pli, etc.

Critère 3 - qualité perçue et fonctionnelle (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la souplesse, légèreté, porté agréable,...

Critère 4 - esthétique (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la coupe, du modèle (moderne ou dépassée).

Critère 5 - filière responsable d'approvisionnement (10 points)^[1]

Pour ce critère, un maximum de 10 points sera ventilé de la façon suivante pour le lot excepté les chaussures de sécurité et parkas) :

- Origine certifiée de la laine/coton/soie (3 points)

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction de la certification d'origine de la fibre assurant qu'elle est produite selon les standards écologiques (biologique, IPM, consommation d'eau selon ISO 6006), qu'une rémunération équitable est assurée aux producteurs, voire qu'elle provient directement d'un pays de l'Union européenne. En cas de teneur partielle en fibre responsable, la valeur ajoutée sera évaluée proportionnellement.

- Production du tissu (3 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, non-utilisation de produits nocifs, rémunération équitable) voire de la provenance d'un pays de l'Union européenne.

- Confection du vêtement (4 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, rémunération équitable), de la provenance d'un pays de l'Union européenne ou des mesures particulières d'insertion sociale (notamment emploi de personnes handicapées ou défavorisées).

Pour ce critère, un maximum de 10 points sera ventilé de la façon suivante pour les chaussures de sécurité et parkas :

- Production du tissu (5 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux

^[1] Le soumissionnaire qui propose dans son offre une filière responsable d'approvisionnement devra, s'il devient contractant, en cas de rupture d'approvisionnement en cours de contrat, proposer une solution au moins équivalente. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les conséquences de fausses déclarations dans le cadre des marchés publics (article 141 paragraphe 1 premier alinéa point b) du règlement financier ci-avant).

requis par la législation européenne, non-utilisation de produits nocifs, rémunération équitable) voire de la provenance d'un pays de l'Union européenne.

- **Confection du vêtement (5 points) :**

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, rémunération équitable), de la provenance d'un pays de l'Union européenne ou des mesures particulières d'insertion sociale (notamment emploi de personnes handicapées ou défavorisées).

Pour l'évaluation du critère "filère responsable d'approvisionnement" le soumissionnaire doit fournir l'ensemble des certificats, fiches techniques et attestations, provenant d'organismes agréés ou reconnus en Union européenne, et une identification précise des producteurs, permettant d'établir la réalité de la filière déclarée. Les soumissionnaires sont encouragés à proposer des filières d'approvisionnement courtes et à privilégier la provenance européenne.

Chacun des vêtements énumérés dans les spécifications techniques sera évalué selon les exigences minimales y listées, sur base de l'échantillon et des certificats, attestations et descriptifs fournis. Si l'ensemble des vêtements sont conformes aux exigences, ils seront évalués individuellement selon les critères ci-dessus, et obtiendront entre 0 et 50 pour les critères qualitatifs (valeur ajoutée).

La note globale de l'offre sera obtenue par la pondération relative des notes individuelles, correspondant à l'importance financière relative de chaque produit, comme suit :

- | | |
|--------------------------|------|
| • chaussures de sécurité | 35% |
| • parkas | 30% |
| • salopette | 10% |
| • blouse médicale,... | 5 % |
| • combinaison,... | 10 % |
| • blouse de travail,... | 10 % |

Ainsi, chaque offre admissible et entièrement conforme aux spécifications techniques aura une note globale au titre des critères qualitatifs entre 0 et 50.

Pour calculer le rapport pondéré entre la qualité et le prix (« value for money »), il sera procédé comme suit :

La note globale (valeur ajoutée) de l'offre sera additionnée à un score de 50 points, qui correspond à la valeur d'une offre strictement conforme au cahier des charges, pour déterminer la **valeur qualitative de l'offre** qui sera entre 50 et 100 points.

La valeur qualitative de l'offre sera ensuite divisée par le prix de l'offre en EUR hors TVA (case « Total général » du bordereau de prix), pour obtenir le rapport entre la qualité et le prix.

$$\Sigma Q/P = \frac{(Q_{chauss} * 0.35 + Q_{parka} * 0.30 + Q_{salopet} * 0.10 + Q_{médical} * 0.05 + Q_{combi} * 0.10 + Q_{blouse} * 0.10)}{P}$$

Si le Parlement européen décide d'attribuer le marché, celui-ci sera attribué à l'offre avec **le rapport entre la qualité et le prix ($\Sigma Q/P$) le plus élevé.**

6.7 Toutefois, le Parlement européen se réserve le droit d'annuler la procédure, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation.

7. MODALITES D'EXECUTION DU CONTRAT

Les modalités d'exécution du contrat sont en particulier décrites dans les Spécifications techniques, qui constituent la seconde partie du cahier des charges, et dans le modèle de contrat.

7.1 Contrat-cadre

L'objet de ce marché public sera exécuté au moyen d'un contrat-cadre. Les quantités énoncées au bordereau de prix du Cahier d'Engagement sont des quantités indicatives, obtenues par une estimation moyenne du besoin pendant la durée du contrat-cadre, afin de permettre aux soumissionnaires d'apprécier l'ampleur du marché et de présenter leur meilleure offre, et au Parlement européen de comparer les offres selon le critère prix sur base d'un modèle de consommation estimatif. Cependant, les quantités effectivement commandées peuvent être tant supérieures qu'inférieures à l'estimation. L'attributaire du marché ne saurait prétendre à un minimum ou à un maximum commandé et, par le fait de soumettre une offre, s'engage à satisfaire les commandes effectives correspondant au besoin du Parlement européen.

7.2 Aspects environnementaux

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine du marché. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément au Règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Une information à ce sujet est fournie par le service ordonnateur dans l'annexe de ce Cahier des clauses administratives. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande du Parlement européen, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (au point de vue technique, sécurité et environnemental) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels.

7.3 Politique de promotion de l'égalité de chances

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter dans l'exécution du marché une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les Traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire du marché s'engage à créer, maintenir et promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité de chances, articulé autour de trois axes prioritaires:

- égalité des femmes et des hommes ;
- emploi et intégration des personnes handicapées ;
- élimination de tout obstacle au recrutement et toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

7.4 Publicité

Chaque forme de référence (publicité commerciale, références professionnelles, documents du contractant) au présent marché est interdite, sauf autorisation écrite et préalable de la part du Parlement européen.

Tout affichage à l'intérieur des bâtiments est interdit, sauf accord préalable du Parlement européen.

ANNEXES AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES:

1 – POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPÉEN

2 – FICHE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

ANNEXE 1 – POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPÉEN



Европейски парламент Parlamento Europeo Evropsky parlament Europa-Parlamentet Europäisches Parlament
Euroopa Parlament Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο European Parliament Parlement européen Parlamenti na Ħorpa
Europski parlament Parlamento europeo Eiropas Parlaments Europos Parlamentas Europai Parlament
Parlament Ewropew Europees Parlement Parlament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European
Europský parlament Evropski parlament Euroopan parlamentti Europaparlamentet

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement européen reconnaît qu'il lui incombe de contribuer de façon positive au développement durable en tant qu'objectif à long terme. Le Parlement assume cette responsabilité non seulement dans le cadre de son rôle politique et législatif, mais aussi dans le contexte de son fonctionnement et des décisions qu'il prend au quotidien.

En 2007, le Parlement européen a ainsi décidé d'engager son administration sur la voie de l'application de l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit), afin d'apporter des améliorations constantes à ses résultats environnementaux en matière d'activités, de produits et de services.

L'intérêt porté aux performances environnementales des organisations est en constante augmentation. Les organisations couronnées de succès se caractérisent par une anticipation des défis environnementaux. Une large gamme d'avantages découlent de l'enregistrement EMAS, y compris la réduction des coûts des ressources et de la gestion des déchets, la minimisation des risques, le respect des dispositions réglementaires et l'amélioration des relations avec les parties prenantes internes et externes.

Le Parlement européen

- réaffirme son engagement de maintenir son enregistrement EMAS et son approche environnementale de l'amélioration continue en vue d'atteindre la viabilité environnementale dans toutes ses activités administratives;
- souligne les performances déjà globalement bonnes du système de gestion environnementale du Parlement européen mais souligne aussi la nécessité de renforcer encore les efforts afin de réaliser en temps opportun les objectifs actuels du Parlement en terme d'indicateurs de performance clés, notamment dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre;
- vise à établir de nouveaux indicateurs de performance clés à moyen et long terme, avec des objectifs concrets et quantifiés allant au-delà des délais actuels;
- s'engage à garantir le respect des objectifs et exigences fixés par la législation nationale et de l'Union;
- s'engage à mettre en œuvre des mesures préventives pour améliorer encore ses performances environnementales et pour veiller à ce que les considérations environnementales soient intégrées dans toutes les activités administratives;
- s'efforce de fournir des ressources suffisantes pour son système de gestion environnementale et les activités qui y sont liées;
- s'engage à inclure et à appliquer des critères d'efficacité environnementale et énergétique stricts dans toutes ses politiques immobilières et dans tous ses projets immobiliers;
- encourage des comportements responsables et appropriés par la formation, l'information et la sensibilisation accrue de l'ensemble de son personnel, mais aussi des députés et de leurs assistants, sur les aspects de leurs activités qui sont pertinents pour EMAS;
- s'engage à introduire les meilleures pratiques en regard à ses principales incidences environnementales, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre et la gestion des déchets, ainsi qu'une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et du papier;
- s'efforce de renforcer encore la stratégie relative aux marchés publics écologiques en établissant des objectifs en matière de classification des contrats.

Le Parlement européen s'engage à décrire en détail, à mettre en œuvre et à poursuivre la présente politique environnementale, à la communiquer à ses députés, à son personnel, aux contractants et à toute autre partie intéressée, et à la rendre accessible au public.

La politique environnementale du Parlement européen est mise en œuvre par le biais de son système de gestion environnementale. La politique environnementale et ledit système de gestion environnementale couvrent de façon directe et indirecte les aspects environnementaux principaux ainsi que leur impact sur les sites concernés et permettent l'établissement des objectifs correspondants.


Martin SCHULZ, Président
Bruxelles, 21 Juin 2016




Klaus WELLE, Secrétaire-Général
Bruxelles, 21 Juin 2016



Protection de l'environnement (EMAS) dans les bâtiments du Parlement Européen

Destiné au personnel des entreprises travaillant pour le Parlement Européen



Qu'est-ce qu'EMAS?

EMAS est le système utilisé par le Parlement européen (PE) pour **diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement**. EMAS est un système de management environnemental (SME) basé sur les normes ISO 14001 et le Règlement EMAS 1221/2009. Le Parlement a commencé à appliquer l'EMAS suite à une décision du Bureau en 2004.

Le Président et le Secrétaire général du PE ont signé la Politique EMAS en 2016. Ce document engage le Parlement à diminuer de façon constante son impact sur l'environnement par secteur d'activité dans des domaines tels que la production de déchets et le recyclage, la manipulation de substances dangereuses, les émissions CO₂ pour lutter contre le réchauffement de la planète, la consommation d'énergie, d'eau et de papier, le respect de la législation environnementale, la formation du personnel, les marchés publics écologiques.



Signature de la
Politique EMAS le
21 Juin 2016

Comment mon entreprise peut-elle contribuer à améliorer l'environnement au Parlement européen?

Vous y contribuez en respectant la législation environnementale en vigueur, ainsi que toutes les consignes et procédures environnementales. Votre société devra s'assurer que toute personne exécutant des tâches qui ont des impacts environnementaux significatifs a reçu la formation nécessaire. Votre entreprise joue donc un rôle essentiel pour améliorer la qualité environnementale au PE.

Notre engagement environnemental est également repris dans les obligations annoncées dans nos nouveaux contrats: *"Le contractant s'engage à respecter (...) les caractéristiques environnementales du marché et toute autre condition du même genre, imposées par le cahier des charges et détaillées, le cas échéant, dans l'offre du contractant. Le Parlement européen se réserve le droit d'effectuer directement auprès du contractant les vérifications et les contrôles nécessaires afin de s'assurer du respect des exigences environnementales imposées (...) Tout constat de manquement de la part du contractant aux obligations environnementales imposées, ainsi que tout refus de vérification par le Parlement européen ou un organisme dûment mandaté, permettra au Parlement européen de résilier le contrat".*



Si vous utilisez des substances dangereuses pour l'environnement, vous êtes tenus de respecter la législation en vigueur et de connaître les procédures environnementales du PE. Pour plus d'infos, veuillez contacter votre responsable au Parlement européen.



Si vous êtes dans nos bâtiments et vous détectez un accident avec des conséquences environnementales significatives (comme un incendie, explosion, fuite d'eau, de mazout, de gaz, d'huile ou d'autres substances dangereuses), veuillez en informer le Service de la Sécurité (☎ 85112). Le même numéro peut être utilisé en cas d'urgence médicale.



Nous remercions les contractants et sous-traitants du Parlement pour leur précieuse contribution au tri, stockage et revalorisation des déchets. Nous vous rappelons l'importance de respecter le tri et vous prions de sensibiliser vos collègues de l'importance de votre rôle pour l'environnement.



Et que pourrait faire mon entreprise si elle provoque d'autres impacts sur l'environnement?

Si les activités réalisées par votre entreprise pour le Parlement européen provoquent d'autres impacts sur l'environnement (consommation de papier, de carburant, d'électricité, d'eau, production d'autres types de déchets...) vous pouvez contacter votre responsable au Parlement européen afin d'essayer d'améliorer votre performance environnementale (l'unité EMAS se tient également à votre disposition).

Quelques petits conseils pour le quotidien :



Économisez l'eau. Fermez bien le robinet et prévenez le service responsable si vous constatez une fuite.



Économisez l'énergie. Éteignez l'éclairage quand il n'est pas nécessaire et économisez l'électricité.



Empruntez plutôt les escaliers. C'est mieux pour votre santé et plus écologique!



Recyclez les déchets. Veuillez ramasser vos déchets et utiliser les poubelles adéquates. Les déchets qui ne sont pas bien triés ne pourront pas être recyclés !



Privilégiez le transport public pour vos déplacements. Le transport est une des sources les plus importantes des émissions de CO₂.

Qu'a déjà réalisé le Parlement européen en faveur de l'environnement ? Le PE travaille depuis longtemps pour améliorer l'environnement. Voici quelques réalisations concrètes :

- Le PE s'est engagé à **réduire ses émissions CO₂ de 30%** pour 2020.
- Le Parlement **trie et revalorise ses déchets** et porte une attention particulière aux **produits dangereux**.
- Le Parlement utilise de **l'électricité** provenant à **100%** de sources renouvelables, et cela dans les trois lieux de travail.
- Le PE intègre des **clauses environnementales** dans les marchés publics.

Saviez-vous que le Parlement a obtenu les certifications EMAS et ISO 14001? Ainsi, des audits externes sont effectués chaque année et votre implication dans le système environnemental sera également évaluée.

EMAS, c'est vous!



Nous attendons vos propositions et suggestions sur emas@ep.europa.eu

ANNEXE 2 – FICHE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Le soumissionnaire ou chaque société, dans le cas d'un groupement de sociétés disposant d'un mandataire commun, remplit la présente fiche en se fondant sur les bilans financiers des deux derniers exercices, qui doivent être fournis en annexe.

Chiffre d'affaires

Montant total du chiffre d'affaires dans le domaine concerné par l'objet du présent marché, des deux derniers exercices clos

Exercice n-1	EUR
Exercice n-2	EUR

Excédent brut d'exploitations

Montant total de l'excédent brut d'exploitation (= résultat hors amortissements, impôts et résultat financier) réalisé durant les deux derniers exercices clos

Exercice n-1	EUR
Exercice n-2	EUR

Certifiée sincère et exacte.

Fait à le

Signature(s):